



*Société ivoirienne de trituration
de graines oléagineuses
et de raffinage d'huiles végétales*



**RAPPORT D'ACTIVITE
2003**

CONSEIL D'ADMINISTRATION (Exercice 2003)

Président

Monsieur Marc DESENFANS

Administrateurs

Monsieur Georges Kouassi BROU
Monsieur Nicolas DJIBO
Monsieur Kobenan Yao KRA

La Société UNILEVER CI représentée par
Monsieur Michel AKA-ANGHUI

La Société U.A.C. HOLDINGS représentée par
Monsieur Marc DESENFANS

La Société DAGRIS représentée par
Monsieur Pierre-Henri TEXIER

Commissaires aux Comptes Titulaires

CABINET CONTINENTAL AUDIT
CABINET PRICEWATERHOUSECOOPERS

Commissaires aux Comptes Suppléants

CABINET ERNST & YOUNG
Monsieur Edouard MESSOU

SOMMAIRE DU RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION-EXERCICE 2003

Ordre du Jour	Page 3
Mot du Président	Page 4
Evènement marquant de l'exercice 2003	Page 5
L'évolution de la production	Page 6
L'évolution des ventes	Page 8
Personnel, Formation et Développement des Ressources Humaines	Page 11
Compte de Résultat	Page 12
Bilan	Page 14
Tableau Synthétique du Bilan	Page 17
Tableau Synthétique du Compte de Résultat	Page 18

ORDRE DU JOUR (Exercice 2003)

- Présentation du rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2003 et des rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes de cet exercice et sur les conventions visées aux articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique du traité OHADA ;
- Approbation desdits comptes et conventions, quitus aux Administrateurs ;
- Affectation et répartition du résultat ;
- Fixation du montant de l'indemnité de fonction à allouer aux Administrateurs ;
- Questions diverses.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (Exercice 2003)

Mesdames, Messieurs,

Votre Conseil vous a réunis ce jour en Assemblée Générale Ordinaire conformément à la loi et à l'article 29-2 des statuts afin de vous soumettre les activités et comptes de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2003 et la proposition d'affectation des résultats. Il vous sera également demandé de procéder à la ratification de la cooptation des Administrateurs et à leur nomination.

Les questions inscrites à l'ordre du jour, seront développées dans les chapitres suivants :

- Les activités de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2003 ;
- La présentation des comptes arrêtés au 31 décembre 2003 ;
- Les propositions d'affectation des résultats ;
- Fixation du montant de l'indemnité de fonction à allouer aux Administrateurs ;

LES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003

Evènement marquant de l'exercice 2003

Suite à la partition du pays depuis le 19 septembre 2002, votre Conseil d'Administration a décidé ce qui suit dans le but de sauvegarder les intérêts de la société :

- L'arrêt total de nos activités industrielles avec la fermeture de notre unité industrielle ;
- La réduction sensible de nos activités commerciales qui ont consisté essentiellement à l'écoulement de la production stockée afin d'éviter des

pertes de production liées soit au vol ou à la détérioration.

- Mise en chômage technique d'une part importante du personnel de l'entreprise avec paiement d'un tiers du salaire de base mensuel comme mesure d'accompagnement.
- Les comptes qui vous seront présentés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2003 tiennent donc compte de cette situation d'absence d'activité de production durant tout l'exercice.

LES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003

L'évolution de la production

Les matières premières mises en œuvre

1- Les graines de coton triturées

a- Les quantités

Au cours de l'exercice 2003, la société n'a pas trituré de graines de coton à cause de l'arrêt brutal de la production pour cause de conflit militaro-politique depuis le 19 septembre 2002.

2- Les aliments du bétail et de volaille

Il n'y a eu aucune production au titre de l'année 2003 du fait de l'arrêt total de l'usine.

3- Les achats d'oléine de palme

Il n'y a eu aucune production au titre de l'année 2003 du fait de l'arrêt total de l'usine.

b- Le prix d'achat des graines de coton

Toutefois, dans l'espoir que l'activité industrielle et commerciale pourrait reprendre, mais surtout afin d'éviter l'arrivée sur le marché d'opérateurs négociant de graines de coton, nous avons contracté pour l'achat de 77'704 tonnes de graines de coton que nous avons revendu en l'état.

Ces graines de coton ont été achetées au prix de 30 francs Cfa le kilo.

4- Le taux de fonctionnement de l'usine

Il n'y a eu aucune production au titre de l'année 2003 du fait de l'arrêt total de l'usine.

LES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003

L'évolution des ventes

Le détail des réalisations est donné sur le tableau ci-après :

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2003, le total des ventes hors taxes s'est élevé à 2'026 millions de francs Cfa dont :

- 1'843 millions de francs Cfa au titre de la vente de graines de coton,
- et 183 millions au titre des marchandises revendues en l'état.

Le chiffre de la production vendue se décompose lui-même comme suit :

- 336 millions de francs Cfa d'huile raffinée de coton,

- 347 millions de francs Cfa de tourteaux de coton et d'aliments de bétail,
- 1 157 millions de graines de coton vendues
- 3 millions de francs Cfa de balles de coques de coton.

A la clôture les tonnages vendus ont représenté un volume de 50'402 tonnes se répartissant comme suit :

- 9 773 tonnes pour les huiles raffinées,
- 35'875 tonnes pour les graines de coton,
- 4'509 tonnes pour les tourteaux de coton et aliment de bétail et volaille,
- 245 tonnes pour les balles de coques de coton.

LES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003

L'évolution des ventes

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2003, est en recul de 80,23% par rapport à l'exercice antérieur. Ce recul est principalement lié aux difficultés de l'environnement socio-économique qu'a connu le pays et particulièrement à la situation de conflit armé qui s'est déclarée le 19 septembre 2002 nous contraignant à l'arrêt de toutes nos activités.

Les produits revendus en l'état sont constitués exclusivement des stocks des produits finis distribués en zone de savane par Trituraf pour le

compte Unilever-ci et concernent principalement :

- La Mayonnaise Calvé, la préparation alimentaire Sossarôme, la gamme de bouillon cube Royco, les Margarines Blue Band, Rama.
- Les détergents à usages ménager et industriel,
- Les savons et savonnettes.

**LES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE
L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003**

Tableau de l'évolution des ventes

Ventes	2003		2002		Ecarts	
	Tonnes	Mfcfa	Tonnes	Mfcfa	Tonnes	Mfcfa
Graines de coton vendues	35 875	1 157	0	0	35 875	1 157
Huile de coton raffinée vendue	9 773	336	17 273	9 116	-7 500	-8 780
Beurre de karité vendu	0	0	0	0	0	0
Tourteaux export vendus	0	0	24 983	2 129	-24 983	-2 129
Tourteaux local vendus	4 509	347	15 310	1 249	-10 801	-902
Aliments de bétail & volaille vendus				52		-52
Balles de coques vendues	245	3	10 090	201	-9 845	-198
<i>Sous - Total</i>	<i>50 402</i>	<i>1 843</i>	<i>67 656</i>	<i>12 747</i>	<i>-17 254</i>	<i>-10 904</i>
Marchandises vendues en l'état		183		5 209		-5 026
VENTES TOTALES HT		2 026		17 956		-15 930

LES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003

Personnel, Formation et Développement des Ressources Humaines

Au 31 décembre 2003, l'effectif total des travailleurs de la société était de 308 personnes contre 309 au 31 décembre 2002. En effet, malgré l'arrêt de l'usine et en prévision d'une éventuelle reprise d'activité au cours de cet exercice, nous avons conservé tout le personnel en payant le salaires en entier jusqu'au 31 mars 2003. Après cette date, l'entreprise a été contrainte à cause de sa situation de trésorerie, de mettre en chômage technique tout le personnel à l'exception d'une dizaine de personnes affectées à la surveillance des installations. Les chiffres du personnel se décomposent comme suit :

	2003	2002	Ecart
Cadres	6	8	(2)
Agents de maîtrise	87	84	3
Employés et ouvriers	215	217	(2)
Total	308	309	(-1)

PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE (Exercice 2003)

COMPTE DE RESULTAT

1- Produits d'Exploitation

Comme nous l'avons indiqué au chapitre précédent, le total des ventes hors taxes à été de 2'026 millions de francs Cfa dont :

- 1'843 millions de francs Cfa au titre de la production vendue ;
- 183 millions de francs Cfa au titre des marchandises vendues en l'état.

Après la prise en compte des produits accessoires, des produits divers et de la variation des stocks, le total des produits d'exploitation ressort à 2'161 millions de francs Cfa contre 19'334 millions sur l'exercice 2002, soit une baisse de - 88,82%.

2- Charges d'Exploitation

Les achats consommés, comprenant les marchandises, matières premières et fournitures, sont au total de 3'750 millions de francs Cfa contre 12'305 millions de francs Cfa en 2002. Cette réduction est liée à l'arrêt des activités de l'entreprise depuis le déclenchement de la crise armée que connaît le pays.

Les transports et déplacements sont de 479 millions de francs Cfa dont 475 millions de francs Cfa correspondent aux frais de transport sur achats. Ce poste représentait 2'306 millions de francs Cfa en 2002.

Les services extérieurs sont de 424 millions contre 928 millions l'exercice précédent.

Le poste impôts et taxes est quand à lui de 222 millions de francs Cfa à cause de la réduction de la masse salariales contre 566 millions de francs Cfa en 2002.

Le poste autres charges d'un montant de -404 millions de francs est exclusivement constitué de deux reprises de provisions dont l'une porte sur les stocks (-6 millions de francs Cfa de pertes diverses) et l'autre sur les créances (-398 millions de francs Cfa).

Les charges du personnel sont de 983 millions de francs Cfa contre 2'599 millions de francs Cfa en 2002. La baisse importante constatée par rapport à l'exercice 2002 est liée à l'arrêt des activités consécutif à la crise politico-militaire en cours.

PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE (Exercice 2003)

	Exercice 2003	Exercice 2002	%
Achats de marchandises et matières	3 299	11 645	-71,67%
Autres achats	451	660	-31,67%
Transports	479	2 306	-79,22%
Serviçes extérieurs	424	928	-54,37%
Impôts et taxes	222	566	-60,78%
Autres charges	-404	2 044	-119,77%
Charges de personnel	983	2 599	-62,19%
Dotations aux amortissements et aux provisions	249	317	-21,34%
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	5 703	21 065	-72,93%

RESULTAT NET

Après la prise en compte du Résultat d'Exploitation, du Résultat Financier et des impôts BIC, le résultat net de l'exercice dénote une perte de 3'526 millions de francs Cfa contre une perte nette de 1'478 millions en 2002.

PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE (Exercice 2003)

BILAN

1- Actif

L'analyse du bilan de l'entreprise au 31 décembre 2003 en valeurs nettes fait ressortir les informations importantes suivantes :

- L'actif immobilisé est passé de 1'786 millions de francs Cfa en 2002 à 1'535 millions de francs Cfa.
- L'actif circulant est passé de 3'884 millions de francs Cfa en 2002 à 3 927 millions de francs Cfa en 2003.
- Le poste trésorerie-actif quand à lui est passé de 2'174 millions de francs Cfa en 2002 à 139 millions de francs Cfa à cause de la couverture des charges de personnel et du remboursement du compte de fournisseur Unilever-CI.

ACTIF			
	Exercice 2003	Exercice 2002	% Variation
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations incorporelles	21	21	0,00%
Immobilisations corporelles	788	1 040	-24,21%
Immobilisations financières	726	725	0,07%
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	1 535	1 786	-14,07%
ACTIF CIRCULANT			
Stocks	1 825	2 740	-33,39%
Créances Clients	1 126	711	58,37%
Autres créances	976	433	125,53%
TOTAL ACTIF CIRCULANT	3 927	3 884	1,11%
TOTAL TRESORERIE-ACTIF			
	139	2 174	-93,59%
TOTAL GENERAL ACTIF	5 601	7 843	-22,23%

PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE (Exercice 2003)

2- Passif

L'analyse du passif de l'entreprise pour l'exercice clos le 31 décembre 2003 fait ressortir les informations significatives suivantes :

- Un net repli des capitaux propres qui passe de 2'397 millions de francs Cfa en 2002 à -1 129 millions de francs Cfa. L'entreprise se trouve dans une situation nécessitant une recapitalisation à cause de l'accumulation de pertes élevées sur les deux derniers exercices.
- Le passif circulant s'est accru en passant de 5'436 millions de francs Cfa en 2002 à 6'486 millions de francs Cfa en 2003 à cause de l'augmentation des dettes sociales et fiscales.

PASSIF			
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS			
Capital	2 600	2 600	0,00%
Réserves indisponibles	1 269	1 269	0,00%
Report à nouveau	(1 471)	7	-20,91%
Résultat net de l'exercice	(3 526)	(1 478)	95,01%
TOTAL CAPITAUX PROPRES	(1 129)	2 398	-120,97%
DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES			
Emprunts	0	0	
TOTAL DETTES FINANCIERES	0	0	
TOTAL RESSOURCES STABLES	(1 129)	2 398	-120,97%
PASSIF CIRCULANT			
Fournisseurs d'exploitation	3 174	3 548	-10,55%
Autres dettes	3 312	1 887	75,53%
TOTAL PASSIF CIRCULANT	6 486	5 435	19,33%
TOTAL TRÉSORERIE-PASSIF	244	10	2235,32%
TOTAL GENERAL PASSIF	5 601	7 843	-20,53%

PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTAT (Exercice 2003)

Compte tenu de la perte nette dégagée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2003, le résultat de la période sera affecté en report à nouveau.

A l'issue de cette affectation, le compte « report à nouveau » aura un solde débiteur de 4'997 millions de francs Cfa.

BILAN
(En millions de francs Cfa)

ACTIF		
	Exercice 2003	Exercice 2002
ACTIF IMMOBILISE		
Immobilisations incorporelles	21	21
Immobilisations corporelles	788	1 040
Immobilisations financières	726	725
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	1 535	1 786
ACTIF CIRCULANT		
Stocks	1 825	2 740
Créances Clients	1 126	711
Autres créances	976	433
TOTAL ACTIF CIRCULANT	3 927	3 884
TOTAL TRESORERIE-ACTIF	139	2 174
TOTAL GENERAL ACTIF	5 601	7 843
PASSIF		
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES		
Capital	2 600	2 600
Réserves indisponibles	1 269	1 269
Report à nouveau	(1 471)	7
Résultat net de l'exercice	(3 526)	(1 478)
TOTAL CAPITAUX PROPRES	(1 129)	2 398
DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES		
Emprunts	0	0
TOTAL DETTES FINANCIERES	0	0
TOTAL RESSOURCES STABLES	(1 129)	2 398
PASSIF CIRCULANT		
Fournisseurs d'exploitation	3 174	3 548
Autres dettes	3 312	1 887
TOTAL PASSIF CIRCULANT	6 486	5 435
TOTAL TRESORERIE-PASSIF	244	10
TOTAL GENERAL PASSIF	5 601	7 843

COMPTE DE RESULTAT
(En millions de francs Cfa)

	Exercice 2003	Exercice 2002
Chiffre d'affaires	2 026	17 956
Production stockée (ou déstockage)	(605)	1 195
Autres produits	741	183
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	2 162	19 334
Achats de marchandises et matières	3 299	11 645
Autres achats	451	660
Transports	479	2 306
Services extérieurs	424	928
Impôts et taxes	222	566
Autres charges	(404)	2 044
Charges de personnel	983	2 599
Dotations aux amortissements et aux provisions	249	317
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	5 703	21 065
RESULTAT D'EXPLOITATION	(3 541)	(1 731)
Produits financiers	17	137
Charges financières	1	5
RESULTAT FINANCIER	16	132
Produits H.A.O.	231	152
Charges H.A.O.	231	1
RESULTAT H.A.O.	0	151
RESULTAT AVANT IMPOTS	(3 526)	(1 448)
Impôts sur le résultat	0	30
RESULTAT NET	(3 526)	(1 478)

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX
COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003**

Mesdames et Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2003 sur :

- Le contrôle des états financiers annuels de TRITURAF, établis en francs CFA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient sur la base de notre audit, exprimer une opinion sur ces comptes.

I OPINION SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession, ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes.

Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nos contrôles nous ont amenés à effectuer les observations suivantes :

1. Contrôles Généraux

1.1 Limitation à nos travaux

1.1.1 L'organisation générale de la société

Depuis la cession d'actions intervenue entre les groupes UNILEVER et l'AIGLON SA à compter du 01 janvier 2003, l'organisation mise en place par le Groupe UNILEVER n'était plus fonctionnelle, dans la mesure où les principaux responsables qui animaient l'organisation sont partis chez UNILEVER.

L'essentiel des salariés restés en place n'ont pas une maîtrise suffisante du fonctionnement de l'organisation tel que conçu par l'ancienne Direction. Cette situation n'est pas de nature à donner l'assurance que les procédures de contrôle interne en vigueur à l'époque aient bien fonctionnées.

1.1.2 Justification des écritures comptables

La Direction actuelle en place depuis le 31 Décembre 2003 n'a pu nous

donner les explications sur les comptes ainsi que les informations nécessaires à la compréhension des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2003 du fait de sa nomination postérieure, mais aussi et surtout du fait que plusieurs opérations avaient été initiées par l'ancienne équipe dirigeante.

1.1.3 Cadre de réalisation de la mission

En raison de la situation socio politique en cours actuellement, nous n'avons pas été en mesure de réaliser nos travaux dans les mêmes conditions que les années précédentes. Ceci ne nous a pas permis de mettre en œuvre toutes nos diligences.

1.1.4 Mise à jour des statuts

Suite à la conclusion du protocole d'accord de cession des actions de UAC Holding SA et Unilever Côte d'Ivoire à la société Antilope, les statuts n'ont pas été modifiés et mis à jour.

Cette situation pourrait remettre en cause le statut d'actionnaire principal de la société Antilope dans le capital de TRITURAF et de ce fait remettre en cause tous les actes juridiques engageant la société TRITURAF.

2. Contrôles de Comptes

2.1 Immobilisations corporelles

Ces immobilisations se présentent comme suit au 31 décembre 2003 : (montants exprimés en KF CFA) :

Constructions sur sol d'autrui	3 909 542
Matériel industriel	5 559 893
Matériel, mobilier de bureau	555 809
Matériel et mobilier de log.	39 997
Matériel de transport	451 290
Agenc. et aménagement mat.	2 713 916
Encours agenc. et matériel	26 144
Total immobilisations brutes	13 246 591
Amortissements	-12 458 366
III - Total valeur nette	788 225

2.1.1 *Constructions sur sol d'autrui :*

Le siège social de la société TRITURAF est bâti sur un site qui n'est pas sa propriété. Un contrat de bail emphytéotique de 30 ans lie la société à l'état de Côte d'Ivoire. Il prend fin en 2006 : il est renouvelable.

Les constructions réalisées sur le site n'ont pas tenu compte de cette échéance de sorte que si éventuellement le contrat n'est pas renouvelé, nous aurons encore des biens non amortis dans le patrimoine qu'il va falloir détruire. C'est pourquoi il est souhaitable de pratiquer l'amortissement sur les constructions faites sur ce terrain en

tenant compte de la date de fin du contrat de bail emphytéotique.

2.1.2 *Exhaustivité des Immobilisations*

Les immobilisations contrôlées sur la base des pièces comptables n'ont pas mis en évidence d'anomalie significative autres que celles relevées ci-dessus.

Toutefois, il convient de signaler qu'il n'y a pas eu de prise d'inventaire physique sur les immobilisations malgré la crise qui a secoué la région de Bouaké. Nous pensons que les valeurs des immobilisations peuvent ne pas refléter la réalité.

2.1.3 Immobilisations financières

Ces valeurs s'analysent comme suit au 31 décembre 2002 : (montants exprimés en milliers de FCFA) :

Eléments	31-12-02	Acquisitions	Cessions	31-12-2003
Titres part. cotés	50 000	0	0	50 000
Titres non cotés	230 000	0	230 000	
Obligations RCI	684 610	0	0	684 610
Autres	14 996	487		15 483
Total	979 606	487	230 000	750 093

2.1.4 Titres cotés (Palm-ci)

Les titres cotés se détaillent comme suit au 31 décembre 2003 (montants exprimés en milliers de FCFA) :

Eléments	Quantité	Prix unitaire Valorisat.	Valeur en kf
Titres acquis en 1998	10 000	5 000	50 000
Valeur au bilan	10 000	5 000	50 000

Nous n'avons pas obtenu les états financiers provisoires 2002. Cependant le CAC 2001 met en évidence une dégradation des fonds propres de l'ordre de 9,787 milliards de FCFA. La quote part de capital détenue par la société étant de 0,23%, la perte qu'elle subirait s'établirait de ce fait à environ 24 467 425 FCFA : cette provision a été maintenue.

Le document boursier mis à notre disposition fait ressortir une cotation des titres à 1950 aujourd'hui, ce qui correspond à une dégradation de la valeur des titres de 3050 FCFA soit 30 500 000 FCFA. Nous pensons qu'une provision complémentaire de 6 032 575 FCFA au moins serait nécessaire, si cette information est confirmée

2.1.5 Titres non cotés

Ils s'analysent comme suit au 31 décembre 2003 (montants exprimés en milliers de FCFA) :

Eléments	31-12-2002	Acquisition	Diminution	31-12-2003
Titres CDCI	230 000	0	230 000	0
Total	230 000	0	230 000	0

2.1.5.1 Titres CDCI

Ces titres ont été cédés sur l'exercice 2003. Nous avons vu les écritures de cession dans le grand livre. Nous n'avons pas reçu le PV du Conseil d'Administration ayant statué sur la vente de ces titres ni l'identité de l'acquéreur.
Nous ne sommes donc pas en mesure de tirer toutes les conséquences liées à cette opération.

2.1.6 Obligations RCI 2,5%

La valeur des Obligations RCI 2,5% n'a pas été confirmée par le tiers détenteur.
La valeur des titres en compte au 31/12/2003 est de 684 millions.

2.2 Stocks (montants exprimés en milliers de F CFA).

Eléments	Année 2003	Année 2002
Marchandises	79 868	296 000
Matière première	168 291	765 331
Pièces détachées	591 205	591 205
Produits finis	23	605 336
Stocks encours	1 161 936	1 161 936
Emballages perdus	124 344	125 601
Emballages consignés	165 280	131 955
Autres	49 341	51 449
Total brut	2 340 293	3 728 817
Provisions.	- 219 840	- 1 384 356
Provisions s/ pièces dét..	333 541	0
Total net	2 063 711	2 344 460

Il n'y a pas eu de prise d'inventaire sur l'exercice 2003 en raison de la situation de crise qui prévalait. Nous avons cependant à partir des états d'inventaire de 2004 reconstitué les états de stock 2003, cette reconstitution a fait apparaître de nombreux écarts sur le stock :

- Stock en-cours : une surévaluation de 431,85 tonnes soit 162 millions.
- Marchandises : nous avons relevé des écarts importants sur les quantités que nous avons testé.

Pour les stocks de pièces de rechange, les états que nous avons reçus ne nous ont pas permis de reconstituer ces stocks.

Pour les stocks d'emballages nous n'avons pas reçu les états de stock..

Remarque d'audit

D'une manière générale, compte tenu du changement de l'équipe dirigeante et aussi de la situation générale qui a prévalu au lieu du siège social de la société, nous vous recommandons d'envisager dans les meilleurs délais une prise d'inventaire physique intégrale des stocks. Ces travaux permettront de maîtriser la situation réelle et de constituer un fichier des stocks fiable.

2.2.1 Emballages en stock

Ces stocks comportent deux catégories :

- les emballages en consignation chez les clients
- les emballages en stock chez TRITURAF

2.2.2 Les emballages en consignation

La société TRITURAF n'a pas de listing détaillé des tiers détenteurs de

ces biens. Il ne nous a donc pas été possible de procéder à leur circularisation afin de nous assurer que ces valeurs sont justifiées. La valeur de ces stocks est de 165 280 613 F CFA.

2.2.3 Emballages en stock chez TRITURAF

Nous avons été informés qu'il n'y a pas eu d'inventaire physique des stocks d'emballages.

Après l'opération de cession d'actions qui a été signée entre UNILEVER et le Groupe l'AIGLON SA, la gestion des emballages serait effectuée par UNILEVER. Selon les informations qui nous ont été communiquées, il n'y aurait plus d'emballages en stocks dans les locaux de TRITURAF à Bouaké. Si cette information est vérifiée, il y a lieu de constituer une provision pour dépréciation de ces emballages ou de les passer directement en charge au cas où aucune possibilité de recouvrement ne s'offre à TRITURAF. La valeur de ces stocks au 31 décembre 2003 est de 124 344 842 FCFA.

2.2.4 Dépréciation des comptes de stocks

Les dépréciations des comptes de stocks portent essentiellement sur les pièces détachées et les matières premières.

2.2.5 Provision sur les pièces de rechange

La société n'a pas réalisé de prise d'inventaire physique des pièces de rechange pour la clôture des comptes au 31 décembre 2003.

Cependant, compte tenu de notre connaissance du dossier, certaines pièces de rechange en stocks chez TRITUARAF sont à rotation lente et ou inutilisables en l'état.

Nous vous recommandons d'envisager :

- une prise d'inventaire physique intégrale de ces stocks,
- d'isoler les stocks à rotation lente,
- d'isoler les stocks de pièces inutilisables,

- d'établir un fichier de ces stocks,
- de pratiquer une provision pour dépréciation conséquente sur ces stocks.

Note :

Le compte provision sur pièces détachées apparaît anormalement débiteur de 333,541 millions de FCFA, alors qu'il était créditeur de 295,602 millions de FCFA sur l'exercice 2002. Il y a lieu de corriger cette anomalie.

2.2.6 Provision sur les matières premières :

La provision sur les matières premières est essentiellement constituée d'une provision sur les huiles de 168 116 894 et d'une provision constituée en 2001 de 46 802 478 sur les stocks de divers matières consommables. Ces provisions ne se rapportent donc pas aux matières premières. Celles-ci se chiffrent à 168,291 millions de FCFA au 31 décembre 2003.

2.3 Dettes Fournisseurs

Nous avons mis en œuvre la procédure de confirmation des soldes fournisseurs. A la date du présent rapport, nous n'avons reçu aucune réponse significative.

Les tests de base que nous avons effectués n'ont pas mis en évidence d'anomalie importante. Cependant il convient de noter que la situation de crise aidant il est nécessaire que la nouvelle direction mette tout en œuvre pour s'assurer de la réalité de la dette fournisseurs et singulièrement des fournisseurs de la profession : IVOIRE COTON, LCCI et CIDT.

Fournisseur IVOIRE COTON

Ce fournisseur a répondu partiellement à notre demande de confirmation de solde. Le solde confirmé par le fournisseur porte sur les comptes clos au 31 décembre 2004. Cette situation ne nous a pas permis de nous assurer de l'exhaustivité des opérations réalisées sur la période auditee.

2.3.1 Fournisseur Groupe Unilever-ci

Le solde de ce compte est débiteur de FCFA 232 630 415 qui ne serait pas reconnu par Unilever.

A notre avis, des travaux complémentaires doivent être initiés entre les deux parties afin d'aboutir à des soldes réconciliés.

En l'absence de tels travaux, nous ne sommes pas en mesure de confirmer l'exhaustivité de ce solde.

Fournisseurs emballage à rendre

Le compte débiteur « fournisseurs, emballages à rendre » dont le solde s'élève à KF CFA 71 416 au 31 décembre 2003 et qui concerne les fûts d'huile consignés auprès d'Unilever devrait être déprécié du fait de l'inexistence physique desdits fûts. A notre avis la provision de 75% comptabilisée devrait être portée à 100% soit une provision complémentaire de KF CFA 17 854.

Autres fournisseurs débiteurs

L'analyse des comptes débiteurs fait ressortir des fournisseurs dont le solde n'a pas varié depuis 2001, nous pensons qu'il faut constituer des provisions pour ces comptes qui sont :

- Intersud Assurance
- BNEPT
- EMES
- SEMAT
- Afrique Equipement CI
- etc.

Le détail de ces soldes est comme suit :

Fournisseurs	Montants
Afrique Equipement	1375 265
Intersud Assurance	4 097 512
Emes	4 198 635
BNETP	2 547 776
SEMAT	381 306
CISSE YACOUBA	1 171 934
Total	13 772 428

2.4 Etat et Collectivité

Impôt BIC

Le solde du compte impôt BIC est débiteur de 124,164 millions de F CFA. Ce solde reste inchangé depuis l'exercice précédent à cause de la mesure fiscale arrêtée par l'Etat en faveur des sociétés situées en zone sous contrôle des forces nouvelles.

Règlement des impôts et taxes

Depuis septembre 2002, TRITURAF ne s'est pas acquittée des différents impôts et taxes d'un montant total de KF CFA 679 387.

Taxe d'apprentissage et taxe pour la formation continue

La taxe d'apprentissage et la taxe au titre de la formation continue n'ont pas fait l'objet de déclaration et paiement auprès du FDFP. La dette s'élève à KF CFA 12 954 au 31 décembre 2003.

Chiffre d'affaires comptabilisé et le chiffre d'affaires déclaré

Le rapprochement entre le chiffre d'affaires comptabilisé et le chiffre d'affaires déclaré a révélé un écart non justifié de KF CFA 5 771 en faveur de la comptabilité.

2.5 Trésorerie

Elle se présente comme suit au 31 décembre 2002 et 2003 : (montants exprimés en milliers de FCFA) :

Eléments	Année 2002	Année 2003
Banques (débiteurs)	2 173 637	137 006
Banques (créditeurs)	-10 435	- 203 708
Caisse	15	2 374
Total net	2 163 217	- 104 328

2.5.1 Banques

Les banques n'ont pas donné de suite à notre circularisation. Nous avons vérifié les rapprochements de banques avec les relevés correspondants, lorsqu'ils étaient disponibles. Les états de rapprochement font apparaître de nombreux suspens (voir annexes). Certains soldes n'ont pas varié depuis l'exercice précédent.

2-6 Comptes courant Groupe UNILEVER

Nous avons circularisé les comptes courants du groupe, mais n'avons pas encore reçu de réponse.

Eléments	Solde Balance 2003
Cpte courant HSL Fin.	Soldé
Cpte courant ord. HSL	-1 095 712 517
Cpte courant CDCI	200 000
Int. Financiers HSL	33 274 665

2.6.1 Compte courant Unilever-ci

Le compte présente à la balance un solde créditeur qui n'a pas été confirmé. L'analyse de ce solde créditeur indique plusieurs opérations en suspens pour lesquelles nous n'avons pas obtenu de pièces justificatives. Nous ne sommes donc pas en mesure de nous prononcer sur le solde du compte courant UNILEVER au 31 décembre 2003.

Nous vous demandons d'avoir une séance de travail avec la société UNILEVER à l'effet de parvenir à un solde réconcilié.

2.7 Procès et litiges en cours

Nous avons circularisé les avocats conseils de TRITURAF.

Il convient de noter que les litiges indiqués pour l'exercice clos le 31 décembre 2002 sont toujours pendents. Il y a donc lieu d'envisager des actions notables en vue de circonscrire les risques éventuels qui leurs sont attachés.

2.8 Résiliation des conventions du Groupe UNILEVER

Suite à la cession des actions que détenaient les sociétés UAC Holding et UNILEVER dans la société TRITURAF à la société ANTILOPE, les conventions du

Groupe UNILEVER devraient être résiliées.

Nous n'avons pas obtenu communication de la convention d'annulation relative à ces engagements.

2.9 Capitaux propres négatifs

Les comptes clos audités font apparaître des capitaux propres négatifs au 31 décembre 2003 et donc inférieurs à la moitié du capital social.

Dans une telle situation, et conformément aux articles 664 et 665 de l'Acte Uniforme de l'OHADA qui indique que, si du fait des pertes constatées dans les états financiers, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration ou l'administrateur général est tenu dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes, de convoquer une assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider d'une dissolution anticipée de la société. Ou au contraire, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue si dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

2.10 Compte de résultat

Achat de pièces détachées

Nous n'avons pas obtenu les factures, bons de commande, bordereaux de livraison et les bordereaux d'entrée en stock pour des pièces détachées s'élevant à F CFA 301 millions achetées auprès du fournisseur Unilever Côte d'Ivoire. Nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la réalité de la transaction ainsi enregistrée.

Reprise de provision sur stock de matières

La reprise de provision sur le stock de matières premières s'élevant à F CFA 478 millions a été enregistrée au crédit du compte 6593 "Autres charges d'exploitations" au lieu du compte 7593 "reprises de provisions sur stock".

2.11 Clients et comptes rattachés

Provision pour ristourne

La provision pour ristourne au bilan s'élevant à KF CFA 363 776 au 31 décembre 2003 n'a pas été analysée en élément spécifique.

Client Unilever

Le solde du compte client UCI d'un solde débiteur de KF CFA 108 071

au 31 décembre 2003 n'a pas fait l'objet de confirmation et de réconciliation.

Analyse non obtenue

Le compte « fûts et déchets usagés » présentant un solde débiteur de KF CFA 10 390 n'a pas été analysé.

Caution client

Le rapprochement de l'état extra comptable de suivi des cautions et la comptabilité mettent en évidence un écart inexplicable de KF CFA 27 730 en faveur de l'état extra comptable.

2.12 Personnel et Organismes sociaux

Prêts au personnel

Le compte prêt au personnel dont le solde s'élève à KF CFA 93 519 au 31 décembre 2003 n'a pas été correctement analysé. Aucune information relative à la valeur brute des concours, aux remboursements effectués par type de prêt et aux échéanciers ne figure sur l'analyse du compte.

En outre, la revue des bénéficiaires des prêts met en évidence des créances sur des employés ne faisant plus partie du personnel de TRITURAF pour un montant de F CFA 8,9 millions. Ce montant devrait être provisionné.

Avance sur frais

L'analyse du compte « avance permanente sur frais » dont le solde s'élève à KF CFA 15 642 a révélé les anomalies suivantes :

- présence d'opérations en suspens datant de l'exercice 2000,
- les avances sur frais accordées en 2003 ne sont pas supportées par une demande formelle de l'employé approuvée par le responsable habilité,
- absence de justificatifs pour des avances d'un montant total de KF CFA 4 500 accordées par des clients de la société à l'employé KONAN Alain au cours de l'exercice 2003.

Au vu des anomalies ci-dessus mentionnées, nous sommes d'avis que le solde du compte « avance permanente sur frais » devrait être provisionné.

Paie négative

Le compte paie négative correspondant à l'excédent de salaire payé aux salariés de TRITURAF à Abidjan par Unilever, présente un solde de KF CFA 97 219 contre un solde de KF CFA 87 261 selon

l'analyse du compte. L'écart de KF CFA 9 958 n'a pas été justifié.

Par ailleurs, nous n'avons pas obtenu les documents justifiant l'existence de créances sur le personnel au titre des surplus de rémunération.

Salaires à payer

Nous n'avons pas obtenu des pièces justificatives justifiant la dette totale de KF CFA 340 300 au 31 décembre 2003 envers le personnel.

Avance au personnel AQ

Le compte avance au personnel AQ présente un solde anormalement créditeur de 17 696 KF CFA au 31 décembre 2003 qui n'a pas été justifié.

Retenue mutuelle

Le compte « retenue mutuelle » présentant un solde créditeur de KF CFA 17 399 au 31 décembre 2003 n'a pas fait l'objet d'analyse.

Provision pour congés payés

La provision pour congés payés d'un montant de KF CFA 158 403 au 31 décembre 2003 n'a pu être validé en l'absence des bulletins de salaires des employés.

Frais de formation à régulariser

Le solde du compte Frais de formation à régulariser s'élève à KF CFA 30 723 au 31 décembre 2003. Ce solde correspond aux frais de formation du personnel engagés par TRITURAF, à rembourser par le FDFP.

Cependant, depuis 1999, aucun plan de formation n'a été agréé par le FDFP.

En l'absence d'agrément du FDFP, la créance au titre des frais de formation devrait être provisionnée.

Arriérés de charges sociales salariales et patronales

Depuis septembre 2002, TRITURAF n'a versé aucune cotisation sociale à la CNPS alors que les prélèvements sur les salaires des employés ont été effectués. Le montant total des cotisations de septembre 2002 à décembre 2003 s'élève à KF CFA 120 936.

Rapprochement salaires comptabilisé -salaires déclarés

Le rapprochement entre les salaires déclarés et les salaires comptabilisés a révélé que les indemnités de chômage technique d'un montant de KF CFA 107 730 et les primes exceptionnelles d'un montant de KF CFA 30 200 n'ont pas fait l'objet de déclaration.

Paramétrage du logiciel de paie

La validation de la provision pour retraite a révélé une surévaluation des droits acquis pour les employés ayant une ancienneté inférieure à dix ans. Le paramétrage du logiciel de paie devrait être revu en conséquence.

3. Evènement postérieur à la clôture de l'exercice

Par acte sous seing privé en date du 02 Février 2004, les sociétés UNILEVER Côte d'Ivoire et TRITURAF ont signé un contrat de fourniture d'huile de coton raffinée. L'objet du contrat est détaillé comme suit :

- TRITURAF s'oblige à fabriquer et vendre à UNILEVER-CI dans les conditions et sous réserves des dispositions du contrat, de l'huile de Coton raffinée dans une qualité conforme aux Spécifications Techniques, qui permettra à UNILEVER-CI de la commercialiser sous sa marque « ECLADOR », ceci dans le cadre d'un programme annuel de production que TIRTURAF s'engage à communiquer à UNILEVER-CI.
- UNILEVER-CI s'oblige à acheter à TRITURAF, dans les conditions et sous réserves des dispositions du contrat, de d'huile de Coton Raffinée dans une quantité conforme aux spécifications Techniques, qui lui permettra de la commercialiser sous sa marque « ECLADOR ».

La date d'effet de ce contrat est celle de sa signature, soit le 02 février 2004.

Il convient de signaler qu'il n'a pas été enregistré.

OPINION

En conclusion de nos travaux et compte tenu des remarques formulées ci-dessus et des incertitudes découlant de la mise en œuvre des activités de votre société, nous sommes d'avis que les états financiers des exercices clos aux 31 décembre 2003, tels qu'ils sont joints au présent rapport, ne sont pas réguliers et sincères et ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de cet exercice, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société TRITURAF au terme de cet exercice, au regard

des règles et principes comptables applicables en Côte d'Ivoire.

II VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément à la loi et aux normes professionnelles applicables en Côte d'Ivoire, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

Fait à Abidjan, le 17 juin 2005

Les Commissaires aux Comptes

Pour PriceWaterhouseCoopers

Flan OULAI

*Expert Comptable Diplômé
Associé*

Pour Continental Audit

Francis DESCLERCS

*Expert comptable Diplômé
Directeur Associé*

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX
COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003**

Mesdames et Messieurs,

Conformément aux articles 438 et suivants de l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales, toute convention conclue entre la société et ses administrateurs ou ses dirigeants sociaux, soit directement ou indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration qui doit en aviser le Commissaire aux Comptes.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont

nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Nous vous informons que votre Conseil ne nous a avisé d'aucune convention visée aux articles 438 et suivants au cours de l'exercice audité.

CONVENTIONS DEVANT ETRE ANNULEES AU COURS DE L'EXERCICE 2003

1 Contrat d'assistance entre UNILEVER PLC et TRITURAF comportant la mise à disposition par UNILERVER PLC des résultats des travaux de recherche et de développement effectués par UNILEVER, la fourniture dans le domaine technique de tous les conseils d'assistance nécessaires, ainsi que l'usage des brevets, procédés et secrets appartenant à UNILEVER. Les conditions de rémunérations de cette convention sont les suivantes :

- 1% des ventes HT réalisées des produits de savons et détergents,
- 3,5 % des ventes des produits ayant occasionné des prestations spécifiques,
- 1% des ventes faites en vrac telle l'huile de coton en fûts, comme redevance complémentaire,
- Mise à disposition du personnel au prix coûtant.

Cette convention n'a pas généré de coût sur l'exercice audité. En revanche, nous n'avons pas eu la preuve de son annulation.

2 Convention d'appui technique et de personnel conclue avec la société CFDT. La condition de rémunération de cette convention est la suivante :

- 1% du chiffre d'affaires sur les ventes HT d'huile et de tourteaux au stade usine jusqu'à concurrence de 4 milliards de FCFA et 0,5% au-delà.

Elle n'a généré aucun coût sur l'exercice audité.

3 convention relative à l'exécution des prestations ponctuelles d'assistance par la société UNILEVER-CI moyennant des bases de facturation qui seraient consenties à des tiers quelconques.

Cette convention a engendré un coût de F CFA 5 430 150 sur l'exercice audité.

4 Convention d'utilisation par BLOHORN SA de la marque de savon MAXIMOUSSE.

La redevance versée par BLOHORN à TRITURAF est de 1,5% du chiffre d'affaires HT réalisé avec les autres clients.

Cette convention n'a engendré aucun coût sur l'exercice audité.

5 Convention relative à l'utilisation des marques ECLADOR et BRILLANT avec la société UNILEVER.

Cette convention n'a occasionné aucun coût pour TRITURAF sur l'exercice clos le 31 décembre 2003.

6. Convention de distribution réciproque entre UNILEVER et TRITURAF afin d'optimiser la synergie de leur politique de vente, et ce dans les conditions habituellement accordées à la clientèle.

Cette convention n'a généré aucun coût pour TRITURAF sur l'exercice 2003.

7. Convention de comptes courants financiers conclues avec les sociétés suivantes :

- MECANEMBAL
Non utilisée au cours de l'exercice.

- PHCI
Non utilisée au cours de l'exercice

- UNILEVER
Non utilisée au cours de l'exercice

Le solde du compte courant de la société UNILEVER-CI au 31 Décembre '2003 était créditeur de F CFA 1 095 712 517.

Remarque d'audit

La Direction actuelle ne nous a pas montré les preuves de l'annulation de ces conventions au cours de nos travaux.

Fait à Abidjan, le 17 juin 2005

Les Commissaires aux Comptes

Pour PriceWaterhouseCoopers

Flan OULAI

*Expert Comptable Diplômé
Associé*

Pour Continental Audit

Francis DESCLERCS

*Expert comptable Diplômé
Directeur Associé*

TEXTE DES RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture :

- du Rapport du Conseil d'Administration sur l'activité de la Société durant l'Exercice clos le 31 Décembre 2003;
- des Rapports des Commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission au cours de l'Exercice clos en 2003.

Approuve les comptes de l'exercice examiné dans toutes leurs parties, tels qu'ils lui sont présentés, avec le Bilan, le Compte d'exploitation et le Compte de pertes et profits.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire constate que l'Exercice clos le 31 Décembre 2003 dégage un résultat négatif net s'élevant à 3.526.402.629 F CFA et décide de son affectation en compte Report à Nouveau.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les opérations visées par l'Article 438 et suivants du Traité de

l'OHADA, donne acte aux Commissaires aux comptes du compte-rendu qui lui a été fait et déclare approuver lesdits rapports.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, donne quitus entier définitif et sans réserve à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour tous les actes par eux accomplis au cours de l'exercice 2003.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuvant le rapport du Conseil d'Administration décide d'allouer à titre d'indemnité de fonction et pour l'exercice 2003, la somme brute de 4 000 000 F CFA qu'il appartiendra au Conseil d'Administration de répartir entre ses membres.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, confère tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes les formalités légales ou administratives, et faire tous les dépôts et publications partout où besoin sera.



**ANNEXES AUX RAPPORTS
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise :

Trituration de graines oléagineuses et raffinage d'huiles végétales

Adresse : 01 BP 1 485 SIGLE USUEL : TRITURAF
N° d'identification fiscale : 7300691 P Exercice clos le : 31/12/2003 DURÉE (en mois) : 01

Réf.	ACTIF	Exercice N			Ex. N - 1
		Brut	Amort/Prov	Net	
	ACTIF IMMOBILISE (1)				
AA	Charges immobilisées				
AX	Frais d'établissement				
AY	Charges à répartir				
AC	Primes de remboursement des obligations				
AD	Immobilisations incorporelles				
AE	Frais de recherche et développement				
AF	Brevets, licences, logiciels	20 833 519		20 833 519	20 833 519
AG	Fonds commercial				
AH	Autres immobilisations incorporelles				
AI	Immobilisations corporelles				
AJ	Terrains				
AK	Bâtiments	3 909 542 686	3 666 299 477	243 243 209	327 568 980
AL	Installations et agencements	2 720 714 493	2 444 880 596	275 833 897	353 259 336
AM	Matériel	6 166 046 356	5 907 433 787	258 612 569	337 196 399
AN	Matériel de transport	450 290 535	439 752 425	10 538 110	21 948 395
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations				
AQ	Immobilisations financières				
AR	Titres de participation	50 000 000	24 467 425	25 532 575	25 532 575
AS	Autres immobilisations financières	700 093 160		700 093 160	699 606 115
AW	(1) dont H. A. O. : Brut _____ Net _____				
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	14 017 520 749	12 482 833 710	1 534 687 039	1 785 945 319

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise :

Trituration de graines oléagineuses et raffinage d'huiles végétales

Adresse :	01	BP	1 485	Sigle usuel : TRITURAF
N° d'identification fiscale :	7300691 P			BOUAKE 01
			Exercice clos le : 31/12/2003	Durée (en mois) : 12

Réf.	ACTIF	Exercice N			Ex. N - 1
		Brut	Amort/Prov	Net	
AZ	Report total Actif immobilisé	14 017 520 749	12 482 833 710	1 534 687 039	1 785 945 319
BA	ACTIF CIRCULANT				
BA	Actif circulant H. A. O.				
BB	Stocks	79 868 752		79 868 752	296 000 758
BC	Marchandises				
BD	Matières premières et autres	1 098 464 156	515 360 064	583 104 092	676 659 225
	Approvisionnements				
BE	En-cours	1 161 936 552		1 161 936 552	1 161 936 552
BF	Produits fabriqués	23 877	82 532	-58 655	605 254 040
BG	Créances et emplois assimilés				
BH	Fournisseurs, avances versées	320 120 615	180 646 127	139 474 488	15 677 923
BI	Clients	2 264 147 074	1 277 880 348	986 266 726	695 399 326
BJ	Autres créances	1 008 505 066	32 363 374	976 141 692	432 821 208
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	5 933 066 092	2 006 332 445	3 926 733 647	3 883 749 032
	TRESORERIE-ACTIF				
BQ	Titres de placement				
BR	Valeurs à encaisser				
BS	Banques, chèques postaux, caisse	139 381 166		139 381 166	2 173 652 232
BT	TOTAL TRESORERIE-ACTIF (III)	139 381 166		139 381 166	2 173 652 232
BU	Ecarts de conversion-Actif (IV) (perte probable de change)				
BZ	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	20 089 968 007	14 489 166 155	5 600 801 852	7 843 346 583

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise : Trituration de graines oléagineuses et raffinage d'huiles végétales

Adresse :	01	BP	1 485	BOUAKE	01
N° d'identification fiscale :	7300691 P	Exercice clos le :	31/12/2003	Durée (en mois) :	12

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice N	Exercice N - 1
	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
CA	Capital	2 600 000 000	2 600 000 000
CB	Actionnaires capital non appelé		
CC	Primes et réserves		
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion		
CE	Ecart de réévaluation		
CF	Réserves indisponibles	1 268 531 127	1 268 531 127
CG	Réserves libres		
CH	Report à nouveau	+ ou -	6 797 856
C I	Résultat net de l'exercice	(bénéfice + ou perte -)	-1 471 188 933 -3 526 402 629 -1 477 986 789
CK	Autres capitaux propres		
CL	Subventions d'investissement		
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés		
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	-1 129 060 435	2 397 342 194
	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)		
DA	Emprunts		
DB	Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		
DC	Dettes financières diverses		
DD	Provisions financières pour risques et charges		
DE	(1) dont H. A. O. :		
DF	TOTAL DETTES FINANCIERES (II)		
DG	TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	-1 129 060 435	2 397 342 194

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise : Trituration de graines oléagineuses et raffinage d'huiles végétales

Adresse :	01	BP	1 485	Sigle usuel :	TRITURAF
N° d'identification fiscale :	7300691 P	Exercice clos le :	31/12/2003	Durée (en mois) :	01 12

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice N	Exercice N - 1
DG	Report Total ressources stables	-1 129 060 435	2 397 342 194
	PASSIF CIRCULANT		
DH	Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.		
DI	Clients, avances reçues	697 195 253	737 095 426
DJ	Fournisseurs d'exploitation	2 476 825 027	2 811 348 160
DK	Dettes fiscales	679 713 955	370 528 437
DL	Dettes sociales	1 497 627 776	1 377 553 625
DM	Autres dettes	1 134 791 840	139 042 980
DN	Risques provisionnés		
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	6 486 153 851	5 435 568 628
	TRESORERIE-PASSIF		
DQ	Banques, crédits d'escompte		
DR	Banques, crédits de trésorerie		
DS	Banques, découverts	243 708 436	10 435 761
DT	TOTAL TRESORERIE-PASSIF (IV)	243 708 436	10 435 761
DU	Ecarts de conversion-Passif (V) (gain probable de change)		
DZ	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	5 600 801 852	7 843 346 583

COMPTE DE RESULTAT

Dénomination sociale de l'entreprise :

Trituration de graines oléagineuses et raffinage d'huiles végétales

Adresse :

01

BP

1 485

Sigle usuel : TRITURAF

N° d'identification fiscale :

7300691 P

Exercice clos le :

31/12/2003

Durée (en mois) :

12

Réf.	CHARGES (1 ^{ère} partie)	Exercice N	Exercice N - 1
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
RA	Achats de marchandises		3 955 405
RB	- Variation de stocks	(- ou +)	216 132 006
			(Marge brute sur marchandises voir TB)
RC	Achats de matières premières et fournitures liées		2 513 861 715
RD	- Variation de stocks	(- ou +)	564 971 250
			(Marge brute sur matières voir TG)
RE	Autres achats		444 849 314
RH	- Variation de stocks	(- ou +)	6 215 403
R I	Transports		479 281 671
RJ	Services extérieurs		423 562 691
RK	Impôts et taxes		222 353 206
RL	Autres charges		-404 245 722
			(Valeur ajoutée voir TN)
RP	Charges de personnel (1)		982 548 551
RQ	(1) dont personnel extérieur	11 631 691	253 008 128
			(Excédent brut d'exploitation voir TQ)
RS	Dotations aux amortissements et aux provisions		249 069 507
RW	Total des charges d'exploitation		5 702 554 997
			(Résultat d'exploitation voir TX)

COMpte DE RESULTAT SYSTEME NORMAL
PAGE 2/4

COMpte DE RESULTAT

Dénomination sociale de l'entreprise :	Trituration de graines oléagineuses et raffinage d'huiles végétales		
0	Sigle usuel : TRITURAF		
Adresse :	01	BP	1 485
N° d'identification fiscale :	7300691 P	Exercice clos le :	31/12/2003
		Durée (en mois) :	12

Réf.	PRODUITS (1ère partie)	Exercice N	Exercice N - 1
TA	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
TB	Ventes de marchandises	182 946 459	5 208 861 215
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	-37 140 952 372 314 976	
TC	Ventes de produits fabriqués	1 842 580 245	12 747 449 419
TD	Travaux, services vendus	0	0
TE	Production stockée (ou déstockage)	(+ ou -)	-605 312 695 1 194 521 585
TF	Production immobilisée	0	0
TG	MARGE BRUTE SUR MATIERES	-1 841 565 415 7 133 895 546	
TH	Produits accessoires	30 584 239	154 409 046
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA + TC + TD + TH)	2 056 110 943 18 110 719 680	
TJ	(1) dont à l'exportation	0	
TK	Subventions d'exploitation	0	0
TL	Autres produits	710 094 678	29 122 587
TN	VALEUR AJOUTEE	-2 310 044 013 1 184 644 448	
TQ	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	-3 292 592 564 -1 413 874 820	
TS	Reprises de provisions	0	0
TT	Transferts de charges	0	0
TW	Total des produits d'exploitation	2 160 892 926	19 334 363 852
TX	RESULTAT D'EXPLOITATION	-3 541 662 071 -1 730 501 376	
	Bénéfice (+) ; Perte (-)		

COMPTE DE RESULTAT

Dénomination sociale de l'entreprise :

Trituration de graines oléagineuses et raffinage d'huiles végétales

Sigle usuel : TRITURAF

Adresse :

01 BP 1 485

BOUAKÉ 01

N° d'identification fiscale :

7300691 P

Exercice clos le : 31/12/2003

Durée (en mois) :

12

Réf.	CHARGES (2ème partie)	Exercice N	Exercice N - 1
RW	Report Total des charges d'exploitation	5 702 554 997	21 064 865 228
	ACTIVITE FINANCIERE		
SA	Frais financiers	1 434 208	4 415 997
SC	Pertes de change		96 239
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions		
SF	Total des charges financières	1 434 208	4 512 236
	(Résultat financier voir UG)		
SH	Total des charges des activités ordinaires	5 703 989 205	21 069 377 464
	(Résultat des activités ordinaires voir UI)		
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	231 774 128	1 262 280
SL	Charges H.A.O.		
SM	Dotations H.A.O.		
SO	Total des charges H.A.O.	231 774 128	1 262 280
	(Résultat H.A.O. voir UP)		
SQ	Participation des travailleurs		
SR	Impôts sur le résultat		30 000 000
SS	Total participation et impôts		30 000 000
ST	TOTAL GENERAL DES CHARGES	5 935 763 333	21 100 639 744
	(Résultat net voir UZ)		

COMPTE DE RESULTAT

Dénomination sociale de l'entreprise : Trituration de graines oléagineuses et raffinage d'huiles végétales

Adresse :	01	BP	1 485	Sigle usuel : TRITURAF
N° d'identification fiscale :	7300691 P		Exercice clos le : 31/12/2003	BOUAKE 01
			Durée (en mois) : 12	

Réf.	PRODUITS (2ème partie)	Exercice N	Exercice N - 1
TW	Report Total des produits d'exploitation	2 160 892 926	19 334 363 852
UA	ACTIVITE FINANCIERE		
UA	Revenus financiers	17 115 250	135 985 500
UC	Gains de change		142 383
UD	Reprises de provisions		
UE	Transferts de charges		
UF	Total des produits financiers	17 115 250	136 127 883
UG	RESULTAT FINANCIER (+ ou -)	15 681 042	131 615 647
UH	Total des produits des activités ordinaires	2 178 008 176	19 470 491 735
UI	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (1)		
UI	(+ ou -)	-3 525 981 029	-1 598 885 729
UJ	(1) dont impôt correspondant : _____		
UK	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
UL	Produits des cessions d'immobilisations	1 352 528	2 161 220
UM	Produits H.A.O.		150 000 000
UN	Reprises H.A.O.	230 000 000	
UN	Transferts de charges		
UO	Total des produits H.A.O.	231 352 528	152 161 220
UP	RESULTAT H.A.O. (+ ou -)	-421 600	150 898 940
UT	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	2 409 360 704	19 622 652 955
UZ	RESULTAT NET	-3 526 402 629	-1 477 986 789
	Bénéfice (+) ; Perte (-)		

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

Dénomination sociale de l'entreprise :	Trituration de graines oléagineuses et raffinage d'huiles végétales				
	Sigle usuel : TRITURAF				
Adresse :	01	BP	1 485	BOUAKE	01
N° d'identification fiscale :	7300691 P	Exercice clos le :	31/12/2003	Durée (en mois) :	12

1re PARTIE : DETERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE L'EXERCICE N

■ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG = EBE

- Charges décaissables restantes } à l'exclusion des cessions
- + Produits encaissables restants } d'actif immobilisé

(SA) Frais financiers	1 434 208	E.B.E.	-3 292 592 564
(SC) Pertes de change		(UA) Revenus financiers	17 115 250
(SL) Charges H.A.O.		(UE) Transferts de charges financières	
(SQ) Participation		(UC) Gains de change	
(SR) Impôts sur le résultat		(UL) Produits H.A.O.	
Total (I)	1 434 208	(UN) Transferts de charges H.A.O.	
		Total (II)	-3 275 477 314

$$\text{CAFG} : \text{Total (II)} - \text{Total (I)} = -3 276 911 522$$

$$(N - 1) : -1 162 259 173$$

■ AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice (1)

$$AF = -3 276 911 522 - 901 690 = -3 276 009 832$$

$$(N - 1) : -2 826 259 173$$

■ VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Crédances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

Variation des stocks : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(BC) Marchandises	OU	216 132 006
(BD) Matières premières	OU	93 555 133
(BE) En-cours	OU	
(BF) Produits fabriqués	OU	605 312 695
(A) Variation globale nette des stocks	OU	914 999 834

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes.

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE) (suite)

Dénomination sociale de l'entreprise : Trituration de graines oléagineuses et raffinage d'huiles végétales

Adresse :	01	BP	1 485	Sigle usuel : TRITURAF	BOUAKE	01
N° d'identification fiscale :	7300691 P			Exercice clos le : 31/12/2003	Durée (en mois) : 12	

Variation des créances : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(BH) Fournisseurs, avances versées	123 796 565	OU
(B I) Clients	290 867 400	OU
(BJ) Autres créances	543 320 484	OU
(BU) Ecarts de conversion - Actif		OU
(B) Variation globale nette des créances	957 984 449	OU

Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)	Emplois diminution (-)	Ressources augmentation (+)
(D I) Clients, avances reçues	39 900 173	OU
(DJ) Fournisseurs d'exploitation	334 523 133	OU
(DK) Dettes fiscales		OU 309 185 518
(DL) Dettes sociales		OU 120 074 151
(DM) Autres dettes		OU 995 748 860
(DN) Risques provisionnés		OU
(DU) Ecarts de conversion - Passif		OU
(C) Variation globale nette des dettes circulantes		OU 1 050 585 223

VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)		OU	1 007 600 608
---------------------------------------	--	----	---------------

■ EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

	N	N - 1
Excédent brut d'exploitation	-3 292 592 564	-1 413 874 820
- Variation du B.F.E.(- si emplois ; + si ressources)	1 007 600 608	4 170 322 174
- Production immobilisée	-	-
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	-2 284 991 956	2 756 447 354

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

2e PARTIE : TABLEAU

Dénomination sociale de l'entreprise :

Trituration de graines oléagineuses et raffinage d'huiles végétales

卷之三

10 of 10

Sigle usuel :

TRITURAF

Adresse :

N° d'identification fiscale :

7300691 P

Exercice clos le :

31/12/2003

Durée (en

Réf.		Exercice N		Exercice N - 1
		Emplois	Ressources	(E - ; R +)
	I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA	Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice)		/	
	Croissance interne			
FB	Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles			
FC	Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles		1 352 528	-61 635 293
	Croissance externe			
FD	Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	487 045		-1 330 357
FF	INVESTISSEMENT TOTAL		865 483	-62 965 650
FG	II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. supra : Var. B.F.E.)	OU	1 007 600 608	4 170 322 174
FH	A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)		1 008 466 091	4 107 356 524
FI	III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.)	OU		
FJ	IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)		/	
	Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières			
	(1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII			
FK	B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER		1 008 466 091	4 107 356 524

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

(suite)

Dénomination sociale de l'entreprise : Trituration de graines oléagineuses et raffinage d'huiles végétales

Adresse :	01	BP	1 485	Sigle usuel : TRIJURAF
N° d'identification fiscale :	7300691 P	Exercice clos le :	31/12/2003	Durée (en mois) : 12

Réf.		Exercice N		Exercice N - 1
		Emplois	Ressources	(E - ; R +)
FL	V. FINANCEMENT INTERNE Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)		-901 690	-3 276 911 522
FM	Augmentations de capital par apports nouveaux			-2 826 259 173
FN	Subventions d'investissement			
FP	Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)			
	VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX Emprunts			
FQ	Emprunts (2)			
FR	Autres dettes financières (2) (2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emploi			
FS	C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	3 276 009 832		-2 826 259 173
FT	D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)	2 267 543 741	OU	1 281 097 351
	VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
FU	Trésorerie nette à la clôture de l'exercice + ou -	-104 327 270		
FV	à l'ouverture de l'exercice + ou -	2 163 216 471		
FW	Variation Trésorerie : (+ si Emploi ; - si Ressources)	-2 267 543 741	OU	2 267 543 741
	Contrôle : D = VIII avec signe opposé			-1 281 097 351

Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III, VIII : différences " bilanielles "

CONTROLE (à partir des masses des bilans N et N - 1)	Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (F.d.R.) : FdR(N) - FdR(N - 1)	3 275 144 349	OU
Variation du B.F. global (B.F.G.) : BFG(N) - BFG(N - 1)		OU 1 007 600 608
Variation de la trésorerie (T) : T(N) - T(N - 1)		OU 2 267 543 741
TOTAL	3 275 144 349	= 3 275 144 349